

Olivier Milhaud
28 mai 2006

Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy (sous la direction de Jacques Lévy et Michel Lussault)

LEVY, J., LUSSAULT, J. (dir.), 2000, *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*. Paris, Belin, Collection « Mappemonde », 351 p.



« Géographies en mouvements »

Un colloque tenu à Cerisy en 1999 avait cherché à mettre les « géographies en mouvements » (p. 3), et pour ce faire, à « refléter l'état de la géographie contemporaine dans sa diversité et sa dynamique, [et] montrer les interfaces actuelles ou émergentes entre la géographie et les autres sciences sociales » (p. 4). Les actes de ce colloque géographique, à la fois international et pluridisciplinaire, visent donc un triple objectif : témoigner de la pluralité de la géographie française ; scruter l'intérêt renouvelé pour l'espace des sciences sociales ; et enfin, confronter les géographies françaises aux géographies anglo-saxonnes pratiquées ailleurs dans le monde. Vu le faible nombre d'auteurs étrangers (4) ou non géographes (6) parmi les 22 contributeurs, on peut toutefois douter que la géographie ait totalement « largué les amarres de son provincialisme intellectuel » (p. 4). Il n'en demeure pas moins vrai que la diversité des thématiques abordées, entre logiques de l'espace et esprit des lieux, va bien au-delà de celles du *Tournant géographique* (Lévy, 1999) et que l'ambition théorique d'un tel ouvrage collectif surclasse largement *L'état de la géographie* (Knafo, 1997), pour citer deux livres qui lui sont proches. Les géographies présentées dans ces quelques 350 pages pourraient permettre de « penser la spatialité dans tous ses états » (p. 4), mais cela ne va pas sans problème ni sans ambiguïté.

Le livre s'organise en quatre parties et propose un index des auteurs cités. L'absence d'un index des lieux cités est en soi révélateur de la dimension fortement théorique des contributions. La première partie, intitulée « Pierres d'angle », cherche à « circonscrire le champ complexe de la relation entre l'espace (...), l'individu et le groupe social » (p. 9) aux antipodes de tout essentialisme d'un espace-en-soi. Malgré ces fondations communes les auteurs divergent sensiblement dans les architectures intellectuelles qu'ils proposent. Là où Michel Lussault s'intéresse aux valeurs sociales qui s'inscrivent dans des espaces et des pratiques individuelles, Isaac Joseph privilégie au contraire un paradigme descriptif articulant échelles macro et micro très loin de toute axiologie. Guy Di Méo s'appuie quant à lui sur une

phénoménologie des rapports de l'individu au Monde pour mieux cerner les concepts d'espace, de territoire, de lieu et de territorialité. Et Christian Grataloup, de son côté, préfère analyser la société elle-même pour mieux montrer que l'espace est une composante interne à la société et non pas extérieure. Notons que ces « pierres d'angle » entendent toutes élaborer un édifice qui ne repose pas sur une essence immuable de l'espace.

Les « Diagonales » proposées en deuxième partie souffrent d'encore plus d'éclectisme que les quatre pierres d'angle de la première. En effet, à travers deux approches transversales très larges - l'histoire de la discipline ; les relations entre quantité et qualité - cinq chapitres couvrent des thèmes fort variés. Quoi de commun entre le regard réducteur des historiens français sur la géographie (P. Garcia), l'écriture qui se voulait transparente des géographes postvidaliens (O. Orain), et l'intérêt d'étudier le récit en géographie bien qu'il ait été dévalorisé par la modernité (V. Berdoulay) ? Quoi de commun aussi entre le chapitre de Thérèse Saint-Julien sur le bilan positif de la quantification en géographie et la méditation d'Hervé Le Bras sur les propriétés des labyrinthes, qui incite à scruter les brisures de symétrie propres à l'espace humain ? L'intérêt des divers chapitres est peut-être plutôt à chercher, non dans leurs liens hypothétiques, mais plutôt dans les pistes qu'ils lancent et l'originalité de leurs démonstrations. Hervé Le Bras montre ainsi dans son chapitre que la symétrie parfaite d'un labyrinthe renverrait à la perfection divine, alors que les brisures de symétrie des labyrinthes médiévaux, correspondent au contraire à la nécessité de tracer des cheminements contingents. L'intérêt des labyrinthes serait donc de nous inciter à scruter non pas les régularités spatiales d'un espace physique parfait, mais bien plus les irrégularités de l'espace humain.

La troisième partie - de loin la plus importante - nous plonge dans « l'atelier des géographes d'aujourd'hui » (p. 155), autour de trois chantiers majeurs de la discipline. La *ville*, tout d'abord, est considérée sous l'angle de « l'urbanité ailleurs » (p. 157) - une urbanité indienne, qui peut être authentiquement urbaine sans être occidentale (O. Louiset) - selon les langages dans la ville et sur la ville qui configurent les espaces urbains (L. Mondada), et enfin à partir de la question de la centralité urbaine qui se jouerait autant dans les configurations spatiales que dans les interactions (L. Devisme). Ensuite, la *dimension spatiale du politique* est envisagée à partir des concepts spatiaux utilisés dans les théories de la démocratie, théories qui deviennent alors métaphoriquement géographiques (N. Entrikin). Dominique Joye questionne l'actualité de l'idée même de société dans un contexte urbain changeant, où on ne sait plus comment le lien social se reconstruit. L'adaptation aux spécificités locales et aux territorialités des différents acteurs en présence, et la prise en compte de leurs ressources, notamment les services sociaux de proximité, permettraient de reconstituer la relation entre individus et collectivités et de faire face à l'éclatement des différents modes de gouvernance. Enfin, Jean-Marc Offner prolonge cette interrogation sur les espaces du politique, en rappelant que les réseaux techniques transcendent les territoires légitimes des pouvoirs locaux mais ne les disqualifient pas pour autant. La nature enfin, troisième chantier majeur de la discipline, est abordée dans une géographie qui, en bonne science sociale, n'isole pas les faits physiques des faits sociaux (JP Marchand) et qui ne néglige pas la place du milieu à l'heure du développement durable (O. Soubeyran). Intitulée à juste titre « Jalons », cette troisième partie de l'ouvrage ne couvre qu'une petite partie des thématiques de la géographie contemporaine. Ses huit chapitres sont cependant tous marqués par le tournant linguistique et culturel, qui est présenté comme une tendance réelle de la discipline actuelle.

La partie qui clôt le livre propose des « Seuils » (p. 269-343), plus précisément cinq ouvertures assez diverses autour du thème du tournant géographique. Elles portent d'abord sur l'émergence d'un espace mondial, qui invite la discipline à une éducation du rapport au monde

(D. Retaillé) et d'autre part sur la crise de la territorialité moderne, qui appelle les individus à approfondir leur compétence topique et une philosophie de l'agir territorial (A. Turco). Les « interpénétrations croissantes » (p. 271) entre la géographie et les autres sciences sociales quand on parle d'espace (C. Chivallon), et entre le corporel et le spatial quand on parle d'êtres humains (A. Volvey), sont ensuite soulignées. Enfin, l'intérêt d'un souci épistémologique constant en géographie est vigoureusement affirmé (J. Lévy).

Plutôt que de suivre un commentaire linéaire, on va chercher les thèmes transversaux de l'ouvrage et les contradictions qu'ils soulèvent en terme de langage disciplinaire, de positionnement théorique et d'inscription de la géographie dans le concert des sciences. On peut pour cela partir de l'ultime chapitre, où Jacques Lévy porte un regard surplombant sur cette mise en mouvement des géographies contemporaines. D'après lui, trois tournants géographiques sont à l'œuvre : l'espace des sociétés se transforme, la discipline géographique change, et l'intérêt des autres sciences sociales pour l'espace se renouvelle. Trois acquis seraient là : la géographie est une science sociale qui étudie la dimension spatiale des phénomènes sociaux ; l'idée d'historicité du monde social est acceptée ; les langages, les individus et les acteurs sont désormais pris en compte. A ses yeux, trois chantiers restent à approfondir : la nature, le corps et l'art. Tous ces tournants géographiques méritent discussion, notamment à cause des cacophonies épistémologiques qu'ils induisent, mais que les directeurs de l'ouvrage préfèrent interpréter dans leur introduction au livre comme une diversité fertile.

La géographie, science sociale

La socialité intrinsèque à tout dispositif spatial

L'ouvrage démontre efficacement combien ne pas considérer la géographie comme une science sociale ampute la compréhension. Tout d'abord l'espace est une dimension fondamentale du social et l'on ne peut pas comprendre le premier sans le second. Christian Grataloup dénonce ainsi la conception d'un espace qui serait extérieur à la société. Le risque serait d'« autonomiser les logiques spatiales de leur caractère de dimension sociale » (p. 66) - on oublierait par exemple qu'en se déplaçant, la société elle-même change. Or, privilégier une approche non pas de la complexité sociétale, mais de la seule complexité territoriale, empêche souvent d'articuler l'espace et le temps. L'approche strictement territoriale serait aussi funeste à la discipline géographique. Les géographes ont eu tendance à tracer leur territoire en s'appropriant les relations société-nature, le langage cartographique, ou la manie de réifier l'espace. Il faut au contraire articuler le spatial aux diverses entrées (notamment le temporel) que privilégient les autres sciences sociales dans l'étude des sociétés. Banalisant encore plus la géographie au sein des sciences sociales, Christine Chivallon affirme même dans son titre de chapitre que l'espace « [appelle] forcément les sciences sociales pour le comprendre » (p. 299). La socialité intrinsèque à tout dispositif spatial (« l'espace est forcément social, parce que déjà humainement informé », p. 300) justifie l'inscription au sein des sciences sociales.

D'autre part, l'espace ne se réduit pas à une simple dimension passive du social. En effet, Chivallon montre bien que l'espace est un outil sémiotique, une ressource matérielle et symbolique : le sens peut être injecté au sein de la matière et l'espace permet d'assigner du sens aux relations sociales. De plus, l'espace est un enjeu stratégique car il rend des construits sociaux visibles et extérieurs, donc apparemment incontournables et nécessaires. Enfin, l'espace est puissant dans la mesure où il est un objet de représentations mentales tout en étant un schème de pensée. L'espace est donc, tout comme le social, à la fois instituant et institué. Explorer ce trajet entre forme matérielle et le monde des idéalités n'est donc pas l'apanage

d'une seule discipline, mais nécessite « la circulation, des compétences et connaissances » (p. 315). L'inscription de la géographie parmi les sciences sociales semble ici très convaincante, d'autant plus que l'on se place dans le cadre de la géographie historique ou de la géographie sociale.

Quelle place pour la nature en géographie ?

Du côté de la géographie de l'environnement, l'inscription parmi les sciences sociales est aussi revendiquée. Jean-Pierre Marchand « invente » la nature comme objet dans une géographie pleinement science sociale. L'idée est d'intégrer les *contraintes naturelles* dans une approche géographique globale qui réconcilie analyse spatiale et approche environnementale. Les mêmes concepts de l'analyse spatiale (gradient, barrière, marges, centre-périphérie) peuvent être utilisés pour les contraintes [1] naturelles, sociales, économiques et historiques. Par-delà un dualisme artificiel et inutile entre nature et société, ces contraintes naturelles et sociétales sont placées sur le même plan conceptuel mais avec un poids variable selon les échelles, les temporalités et les lieux considérés. Développant une approche systémique, Jean-Pierre Marchand souligne que toutes les contraintes agissent dans la systémogénèse, l'auto-reproduction spatiale et la systémolyse. Les contraintes naturelles sont alors loin d'être un résidu ou une simple entrée. L'organisation spatiale de la Norvège s'explique autant par la social-démocratie que par l'isostasie, et la grande famine irlandaise autant par de petites variations climatiques que par des conditions socio-politiques trop immuables. Marchand conclut son chapitre sur l'importance des filtres sociaux, naturels et techniques par lesquels on appréhende la nature. Ceux-là ont toute leur place dans une analyse des systèmes territoriaux que peut faire une géographie science sociale. Ainsi, la configuration interne à la discipline géographique (dépasser l'opposition entre géographie environnementale et analyse spatiale) incite à l'inscription de la géographie parmi les sciences sociales.

Olivier Soubeyran insiste parallèlement sur la nécessité d'une réappropriation des relations homme/milieu par les géographes, mais dans une optique pluridisciplinaire (non abordée dans le chapitre précédent). La situation sociétale plus large, autour du développement durable notamment, est ce qui invite à renouveler le thème des relations homme/milieu. Le changement global souligne en effet les interactions cruciales entre société et environnement. L'inquiétude porte moins sur les *impacts* de l'homme sur la nature que sur les *risques* irréversibles pour l'homme : « le milieu, qui incarnait la contrainte, deviendrait aujourd'hui une condition importante de l'exercice de l'aménagement » (p. 260) ; le mot contrainte n'ayant bien sûr pas ici le sens qu'il avait chez Marchand. D'autre part, l'histoire de la naissance de l'urbanisme permet à Soubeyran d'arriver à cette même conclusion d'un retour du milieu, contrairement à ce que nous faisait croire une modernité qui se voulait émancipatrice du milieu. Au tournant du siècle dernier, l'essor de l'urbanisme, qui avait une vision réductrice du milieu, a étouffé une écologie urbaine qui percevait le milieu dans son unicité. Les géographes étaient pourtant courtisés à la naissance de l'urbanisme, mais ils ont été cantonnés à l'explication du site des villes, tandis que les historiens magnifiaient le rôle prométhéen de l'activité humaine, ouvrant aux urbanistes une autonomie disciplinaire accrue. Aujourd'hui, la crise de la modernité amène les sociétés à réintégrer une vision riche du milieu. On peut constater combien les deux chapitres sur la nature ont des approches différentes : Marchand s'appuie sur l'analyse spatiale, Soubeyran sur l'histoire de la discipline ; le premier a une optique disciplinaire, le second s'ouvre aux autres disciplines et redoute une réappropriation disciplinaire du projet vidalien comme un « recyclage peu stimulant » (p. 254). En cela, les deux auteurs sont d'accord sur un point : rompre avec la vision classique de la discipline et la nécessité de repenser la relation entre l'homme et son milieu.

Au-delà des seules sciences sociales ?

Toutefois, la rupture avec la vision classique et la prise en compte de la sociétalité des faits spatiaux n'impliquent pas forcément de se cantonner aux sciences sociales. Le rappel insistant de divers auteurs pour inscrire la géographie dans le champ des sciences sociales finit par fonctionner comme le mantra d'une discipline hantée par ses anciennes définitions de discipline-carrefour bonne à tout, donc bonne en rien. Mais pourquoi faudrait-il se concentrer sur les seules sciences sociales ? Comme le rappelle Olivier Soubeyran (p. 253), Max Sorre dénonçait dès les années 1930 l'éloignement de la géographie humaine avec une géographie de la vie. Quel serait le danger d'accepter l'idée que la géographie est entrée dans des mondes plus qu'humains, donc au-delà des sciences sociales, dans les sciences englobantes du vivant (Whatmore, 2003) ?

Ce rapprochement avec les sciences dures est évoqué dans le livre uniquement par Thérèse Saint-Julien. Dans ses considérations sur le « quantitatif et [le] qualitatif dans l'approche géographique » (p. 141-152), qu'elle préfère conjuguer plutôt qu'opposer, elle insiste sur l'utilité des démarches quantitatives et modélisantes pour disposer d'un langage commun à toutes les sciences. Comme langage particulier, la modélisation est « un vecteur de l'ouverture et du dialogue avec les autres sciences » (p. 151). Ce chapitre est néanmoins le seul à évoquer des démarches quantitatives, et finalement l'un des rares à envisager une collaboration avec l'ensemble des sciences, au-delà des seules sciences sociales. De fait, la troisième partie qui suit ce chapitre et qui entend nous placer dans « l'atelier des géographes » d'aujourd'hui, n'évoque que des démarches soucieuses des faits idéologiques, culturels et langagiers.

Le flou disciplinaire dans le concert des sciences

Vers un espace post-disciplinaire ?

Le rattachement de la géographie aux seules sciences sociales souligne peut-être aussi le refus des auteurs de considérer que l'espace universitaire international est devenu à bien des égards post-disciplinaire. Les regroupements se font à présent sur des thématiques que fédèrent des revues, par-delà des appartenances strictement disciplinaires. L'inscription même dans les seules sciences - sociales, biologiques et physiques - est peut-être même dépassée. Les croisements de la géographie avec la psychanalyse, l'art, l'éthique et la philosophie qu'évoque le livre ne sont-ils pas tout aussi féconds qu'un strict cantonnement au sein des sciences ?

Pour Angelo Turco, la géographie doit ainsi mener à une philosophie de l'agir territorial, à la jonction des inquiétudes éthiques et esthétiques et de la géographicit   quotidienne de l'expérience humaine. D'après lui, le tournant géographique est lié à la fin de l'espace parataxique, cet espace où les choses étaient ordonnées, à leur place, juxtaposées. La crise moderne de la territorialité nous a fait perdre le sentiment d'habiter un lieu. On est à présent dans un espace liminal, où les choses ne tirent plus leur identité de leur matérialité. L'espace liminal est un espace de marge, entre sujet et collectivité, entre actualité et potentialité, entre superficie et profondeur, et toujours en fragmentation-recomposition. Puisque l'expérience du lieu se disjoints des représentations que les géographes en donnent, l'individu a donc besoin d'une compétence topique. La géographie doit certes chercher avec les autres sciences sociales à comprendre un tel espace liminal, mais elle doit aussi devenir une philosophie de l'agir territorial.

Anne Volvey s'inscrit quant à elle dans une démarche résolument post-disciplinaire. Elle s'intéresse à « l'espace vu du corps » (p. 319-332), se plaçant à la croisée de théories psychanalytiques, de son intérêt pour l'œuvre esthétique de Christo et de l'équivalence souvent posée entre géographie et terrain. Des entretiens avec des géographes montrent leur investissement corporel sur le terrain, investissement qui permet leur individuation et leur ontogenèse par la spatialisation : « l'expérience de terrain (...) fait naître le sujet à lui-même comme objet parmi d'autres objets séparés de lui et reliés à lui » (p. 323-324). En s'appuyant sur des théories psychanalytiques, Anne Volvey souligne comment on peut penser, à partir du corps, à la fois la séparation et le lien avec l'environnement. De son côté, Christo opère des recouvrements textiles, qui renvoient, tels une carte, à la Terre qu'ils ont pour référent, et tels une peau, au corps humain qui expérimente *in situ* ces œuvres d'art [2]. Or l'artiste nous fait ainsi vivre *in situ* l'expérience de spatialisation humaine du monde, expérience qui correspond à la question du terrain chez le géographe. Ces développements peuvent surprendre voire inquiéter le géographe classique plus habitué aux thèmes *géographiques* expliqués par des théories *géographiques*. Le mérite de la contribution d'Anne Volvey est de montrer qu'on peut parler d'espace à la croisée de la psychanalyse, de l'art et de l'expérience essentielle et fort concrète du terrain. Les inquiétudes sont pourtant légitimes dans la mesure où elles pointent les dangers d'une interdisciplinarité sauvage. Angelo Turco s'inquiète justement dans son chapitre que « l'échange inégal [entre géographie et autres disciplines] risque, à terme, de dé-géographiser la géographie » (p. 295)

Quel langage adopter ?

Ce risque est bien présent dans le chapitre de Nicholas Entrikin. Ce dernier envisage la dimension spatiale du politique essentiellement à partir des métaphores géographiques utilisées dans la théorie démocratique. A l'espace universaliste de la géographie des libéraux s'opposeraient d'une part la célébration communautarienne d'un lieu qui serait « pour nous » (p. 191) et d'autre part l'espace public « radicalement démocratique, c'est-à-dire ouvert et contingent » (p. 193) des démocrates radicaux. La théorie démocratique apparaît alors comme située à la croisée d'une part des règles qui façonnent les lieux - qu'elles garantissent l'ouverture de l'espace public chez les démocrates radicaux, ou qu'elles assurent la distinction entre public et privé chez les libéraux - et d'autre part des lieux qui en retour façonnent les règles - comme chez les communautariens, où les règles sont données par le lieu, la culture, où on se trouve. Il semble toutefois que l'usage métaphorique des notions de lieu et d'espace - usage d'ailleurs généralisé dans la sphère anglophone - ne permette pas des conceptualisations réellement plus riches que celles dont on dispose avec des vocabulaires non géographiques. Notons d'ailleurs que la valeur ajoutée de la discipline apparaît bien pauvre quand on la réduit à de simples considérations métaphoriquement spatialisées... ce qui soulève une question plus profonde sur le langage à adopter pour comprendre les sociétés.

La question du langage adopté est loin d'être anodine dans la mesure où elle touche autant à l'inscription disciplinaire qu'au contenu scientifique du discours. S'intéressant à la « géographie » des postvidaliens, Olivier Orain souligne comment ces géographes classiques ont plus ou moins adopté une écriture réaliste qui prétend à un « plain-pied du monde » (p. 93). La géographie classique « tente (...) d'impatroniser par des dispositifs d'écriture le sentiment réaliste d'un monde géographique directement saisissable » (p. 95). Avec une écriture réaliste omniprésente mais non affichée, le texte est volontairement rendu transparent, l'adéquation entre les mots et les choses *semble* faussement totale, et le lecteur, illusionné, se croit au contact même de la réalité géographique. Le naturalisme littéraire, l'épistémologie positiviste et le goût du terrain étaient sous-jacents à ce réalisme géographique [3]. Mais ce langage

simple et direct avait l'avantage et l'inconvénient d'une trop grande clarté qui a faussé le dialogue interdisciplinaire avec les historiens des *Annales*. Au-delà de l'identité et de l'épistémologie disciplinaires, la question du langage scientifique rejoint celle de l'interdisciplinarité.

Patrick Garcia offre dans un chapitre stimulant sur « L'espace géographique et les historiens » (p. 73-92), de quoi renforcer cette idée d'Angelo Turco selon laquelle « les rapports interdisciplinaires s'inscrivent dans un cadre circonstanciel plutôt que normatif » (p. 294). Si la géographie classique et le *Tableau* de Vidal ont pu fasciner les annalistes et les tenants des monographies historiques régionales du milieu du XX^e siècle, ceux-ci réduisaient très souvent l'espace au sol ou au milieu en lui assignant « le double rôle de contrainte et de concret » (p. 73). Puis le décalage croissant, dans la recherche, entre historiens et géographes n'a pas cessé alors que revenaient pourtant les notions d'acteurs, de pratiques, d'interprétations, qui renouvelaient autant la géographie que l'histoire. Au point que l'intérêt des historiens pour le local, la micro-histoire ou les pratiques des acteurs ne se traduit que rarement par des échanges solides et informés avec les géographes. Il semble que le dialogue interdisciplinaire soit rompu, faute de trouver un vocabulaire réellement commun.

A moins d'opter résolument pour une pluralité de vocabulaires, comme le fait le sociologue Isaac Joseph, qui se propose de « Décrire l'espace des interactions » (p. 49-55). Il s'attache notamment aux gestes routiniers du quotidien pour développer une « approche pragmatique des usages de l'espace » (p. 50), à l'aide de trois vocabulaires descriptifs. Le vocabulaire de *l'écologie urbaine* décrit l'espace comme un milieu plein qui est objet de compétitions et de disputes. Le vocabulaire de la *dramaturgie* permet de décrire l'espace comme une scène, un espace organisé et préparé, « un monde d'apparences concertées » (p. 53). Ce cadre configurant permet de saisir les dimensions temporelles (le moment) et spatiales (le lieu) de l'action. Enfin, le vocabulaire *pragmatique* permet de décrire l'espace comme « un espace problématique, fait d'explorations et de transactions, de justifications et de réparations » (p. 55). Les descriptions rigoureuses des interactions permettent alors à la géographie de surmonter l'opposition entre échelle micro et échelle macro. Ce texte bref et stimulant renforce l'idée selon laquelle le géographe aurait tout intérêt à décrire rigoureusement l'espace au niveau du corps, des gestes et des moindres détails de l'action.

Quel vocabulaire commun ?

Il y a toutefois un risque que la pluralité des vocabulaires et des théories utilisés obscurcisse le débat. De fait, quand Marchand parle des contraintes physiques comme des « acteurs territoriaux » (p. 245), il s'oppose par exemple à l'approche de Lussault qui insiste sur l'intentionnalité des acteurs. Quand il suit une approche systémique du territoire, il s'oppose à Di Méo pour qui elle « ramène trop exclusivement dans le camp de l'objet et de l'objectivation » (p. 47). L'opposition la plus nette est sans doute entre d'une part le chapitre du socio-économiste Offner sur les interdépendances entre réseaux et territoires et d'autre part les définitions des mots espace et territoire du géographe Di Méo. Pour Offner, le développement contemporain des réseaux techniques transforme les pouvoirs locaux sans pour autant entraîner la fin de leurs territoires légitimes. La mutation contemporaine se traduit plutôt par l'émergence d'un « territoire mille-feuilles » (p. 228) où se superposent, sur un même espace, des territoires qui fonctionnent à des échelles et des métriques différentes et que des réseaux mettent plus ou moins bien en interconnexion. Le développement des réseaux a certes dépossédé le politique du contrôle exhaustif de territoires à la fois institutionnels et

fonctionnels. Mais la dérégulation des services en réseau n'empêche pas, bien au contraire, une demande accrue faite aux pouvoirs publics de coordonner les différents acteurs.

Di Méo, quant à lui, conceptualise l'espace et le territoire dans une optique fort différente. Il souligne que les rapports spatiaux et les représentations spatiales des individus et des sociétés sont trop divers pour parler d'espace géographique au singulier. L'espace de vie est l'aire des pratiques spatiales d'un individu ; il devient espace vécu dès qu'il s'enrichit des représentations multiples qu'il fixe ; *l'espace social* renvoyant aux lieux et aux rapports sociaux associés à ces lieux. Le territoire réunit ces trois notions d'espaces de vie, social et vécu, mais y ajoute - via l'appropriation qui le fait naître - l'appartenance collective, la dimension politique, la charge symbolique et l'importance du temps long. On a donc un « territoire multidimensionnel » (p. 41) et multi-scalaire, fort éloigné du territoire mille-feuilles d'Offner, car le territoire chez Di Méo se situe au croisement de la matérialité, de la psyché individuelle et des représentations sociales et culturelles. Di Méo enjoint alors les géographes à identifier les territoires par le biais de la *territorialité*, c'est-à-dire du « rapport personnel et social au monde [qui] participe conjointement de l'idéologie et des pratiques » (p. 43). Le texte par trop définitionnel de Di Méo [4] souligne combien le vocabulaire et la théorie utilisés orientent le discours sans forcément permettre de dialogue efficace sur des concepts fondamentaux.

Et là, il n'est pas sûr que l'éloge que fait Jacques Lévy du souci épistémologique clarifie le débat. Face à la diversité des vocabulaires et des théories, la réflexivité généralisée du discours savant semble certes être un viatique indispensable. Mais on peut rejeter sa vision combative de la science, où chacun cherche « la défense sans concession de son point de vue » comme clé nécessaire et souhaitable de la « cohérence », de la « réfutabilité » et donc de « l'avancement de la connaissance » (p. 341) ! Même s'il s'en défend, Jacques Lévy risque de tomber dans une « vision excessivement *discontinuiste* » (p. 342) de la science, où l'innovation à tout crin prime inévitablement sur le travail pourtant nécessaire de validation et de mise en cohérence plus globale avec les autres disciplines. Ce travail collectif n'empêche pas une relativisation du discours propre du scientifique. Mieux, celui-ci peut même être analysé par le chercheur.

Difficultés théoriques

Or c'est là que le bât blesse. La tentation est grande dans plusieurs chapitres de résoudre par la théorie seule les obstacles empiriques, soit en se réfugiant dans le champ du langage, soit en escamotant la pluralité des sociétés, soit enfin en prenant les acteurs de haut.

Les mots et les choses

L'écart entre les mots et les choses est abordé de trois manières différentes par Vincent Berdoulay, Lorenza Mondada et Laurent Devisme. Les deux premiers offrent des chapitres convaincants, mais ils se cantonnent au domaine strictement langagier. Le dernier peine à nous convaincre de la pertinence maintenue de la notion de centralité, en dépit des enrichissements sémantique qu'il propose.

Berdoulay scrute non pas la fausse transparence du langage des géographes classiques comme le faisait Olivier Orain, mais le statut du récit dans le discours géographique depuis l'affirmation jusqu'à la crise de la modernité. A la fois forme d'expression et mode de pensée, le récit met en cohérence les éléments de compréhension du monde. Pourtant, la modernité n'a pas mis en valeur le récit, le cantonnant aux relations de voyages. La quête positiviste d'un

langage universel, rigoureux et non anecdotique, le marginalisa en partie, mais en partie seulement, dans la mesure où le néokantisme de Vidal de La Blache mêlait constamment description et narration. Avec la crise de la représentation et le trouble entre les mots et les choses, les postmodernes ont survalorisé le récit, au point de le dissoudre dans le discours et sans scruter les liens entre récit, argumentation et langage scientifique. Pour Berdoulay, modernité et récit ne sont pas contradictoires, et il n'y a pas lieu d'opposer le narratif et l'explicatif, celui-ci étant en fait souvent réduit au descriptif. Au contraire, l'étude du narratif permettrait de saisir comment le scientifique négocie la distanciation qu'il opère entre le sujet et l'objet [5].

A la différence de Vincent Berdoulay, Lorenza Mondada privilégie les discours oraux comme objets d'étude, et n'accorde pas de supériorité de valeur aux discours savants sur les discours vernaculaires. D'un point de vue théorique, elle adopte une conception du discours qui est praxéologique - dire est un faire - et interactionnelle, puisque des « versions publiques de la réalité » (p. 167) sont construites par des discours en interaction. Les discours sont aussi situés et contingents au contexte dans lequel ils s'élaborent. Ils sont enfin configurants, dans la mesure où ils façonnent les objets dont ils parlent. Or l'espace urbain est à la fois le contexte de telles pratiques interactionnelles - pratiques qui produisent donc certaines configurations spatiales - et l'objet de discours souvent polyphoniques. Il peut donc être intéressant d'étudier d'une part les lieux et les contextes sociaux où s'élaborent des paroles nécessairement polyphoniques sur la ville, et d'autre part les paroles *dans* la ville - brassées, innovantes, hybrides - qui contribuent à la spécificité de la ville. Le discours savant en sort bien sûr transformé : il doit rendre compte de la multiplicité des descriptions de la ville, et porter sur les discours interactionnels qui constituent la ville comme telle. L'intérêt de cette contribution est entre autre d'offrir une issue à l'opposition entre une « conception informationnelle du discours », où le discours savant est au final le seul légitime, et une « conception textualiste de la réalité » (p. 166), où la polyphonie des discours en présence semble indépassable.

Il n'en reste pas moins vrai que le flou entre les mots et les choses rend l'analyse scientifique ardue, quand on ne se cantonne pas au seul domaine langagier. Partant des « centres périphériques » (p. 177) situés à l'entrée des villes, Laurent Devisme souligne en effet combien la notion de centralité ne va plus de soi. Si ces centralités périphériques ne sont pas historiquement très nouvelles, elles apparaissent dans un contexte où la centralité d'attraction (économique) se dissocie de plus en plus de la centralité d'organisation (politique). Deux optiques de recherche sont alors possibles : se pencher sur la centralité dans certaines *configurations* urbaines, ou bien scruter des types d'*interactions* qui soient « des conditions d'urbanité » (p. 184). Ces deux positions peuvent être articulées en prenant la centralité comme un *analyseur* pour comprendre les idéologies urbaines. On peut alors cerner les pratiques attendues par les aménageurs qui invoquent la centralité, les valeurs urbaines qui sont adoptées selon le degré de centralité souhaité, et enfin les utopies urbaines que l'on peut développer en faisant une place plus ou moins grande à ladite centralité. Laurent Devisme cherche à montrer qu'on a moins affaire à l'émergence de nouvelles formes urbaines, qu'à un nouvel usage - donc à un nouveau sens - des formes passées. La démonstration n'emporte pas totalement la conviction. On reste tenté d'affirmer que la centralité n'est plus totalement opératoire pour décrire l'espace urbain, surtout si on s'attache plus aux pratiques signifiantes qu'aux formes héritées. Les interactions semblent plus pertinentes que les configurations, en dépit de l'équilibre entre les deux que soutient Devisme. L'attachement au mot centralité ne paraît plus justifié, en dépit des variations sémantiques et enrichissements méthodologiques proposés.

Le monde pas assez pris au sérieux

La deuxième difficulté majeure soulevée par l'ouvrage est l'escamotage de la pluralité du monde dans une approche théorique finalement trop globale. Denis Retaillé, en géographe, entend « penser le monde » (p. 273-286). A la croisée d'une pensée de la Terre et du temps, le monde a été conçu de trois manières à la fois successives et complémentaires : comme une chose matérielle, faite d'habitats hérités du passé qu'il faut nommer et classer ; comme une dimension référentielle, un support actuel de localisations qu'il faut mesurer et mettre en ordre ; et enfin comme un horizon pour l'avenir, un phénomène idéal à qui il faut donner un sens et une fin. La mondialisation devient alors « l'expérience vécue de la simultanéité et de la coprésence dans la vie commune » (p. 274), dans un espace public mondial qu'il faut faire advenir. D'où l'importance d'une éducation au monde, au lien entre soi et l'extérieur. On regrettera que le souhait de l'auteur d'une conceptualisation ambitieuse se fasse dans un style parfois source d'ambiguïtés [6], et que sa démarche qui porte pourtant sur le monde s'avoue occidental-centrique sans y remédier.

Le chapitre d'Odette Louiset sur « L'urbanité ailleurs » (p. 157-164) apparaît alors, en contrepoint, comme l'un des plus stimulants, justement parce qu'il rompt avec l'occidental-centrisme de l'ouvrage. Elle montre combien l'urbanité n'est pas nécessairement à l'euro-péenne. Il faut comprendre l'urbanité ailleurs à partir de la sociétalité non occidentale qui l'habite, la pense, la conçoit, sans réduire la ville à une forme, ni l'espace à un simple support. Les idées d'opposition caste/ville ou l'approche par le sous-développement par exemple ne sont pas forcément les plus opératoires pour comprendre l'urbanité indienne. En Inde, l'opposition passe d'ailleurs moins entre ville et campagne, qu'entre espace habité et espace forestier ; la centralité urbaine est plus mouvante ; la territorialité de la ville est en fait réticulaire... autant de phénomènes qui nous incitent à privilégier non pas l'idée d'une adaptation d'un modèle urbain européen, mais celle d'une invention autochtone. Les Indiens ne sont pas moins urbains, ils le sont autrement. Cette prise en compte de la diversité du monde et des expériences géographiques est malheureusement absente dans la majeure partie du livre. On peut d'autant plus le regretter qu'elle aurait assurément nuancé les constructions théoriques trop assertives.

L'individu acteur pas assez pris en compte

Finissons par le chapitre le plus ambitieux, joliment intitulé « Action(s) ! », où Michel Lussault cherche à élaborer une « approche axiologique centrée sur l'individu en actes et ses valeurs » (p. 11). Le problème est que l'individu acteur est pris de haut par la théorie, et pas assez dans sa complexité (même si l'auteur assume aussi l'idée d'un acteur pluriel, c'est-à-dire multirationnel et fragmenté, à la suite de Bernard Lahire qu'il ne cite pourtant pas). Lussault commence par récuser le stérile antagonisme entre individu et société. Un passage fort comique des *Mémoires* de Saint-Simon lui permet de montrer comment s'articulent (1) les individus en actes, (2) la société qui n'existe pas sans les individus, mais qui les fait aussi exister en retour tels qu'ils sont, (3) le social (ou la configuration sociale mise en place dans cette situation précise relatée par Saint-Simon) et enfin (4) le spatial, c'est-à-dire l'agencement spatial produit par la situation. Michel Lussault peut alors proposer une « petite esquisse d'une théorie de la pratique (spatiale) » (p. 22) tout en plaçant au cœur de sa démarche l'individu-acteur, et donc aussi les micro-échelles de ses pratiques. Pour saisir comment « un individu engage sans cesse de la spatialité matérielle et idéelle dans ses actes » (p. 30), il recourt à trois notions clés : les ensembles pratiques, la situation (l'« état spécifique de la configuration sociale », p. 23) et l'économie sémiotique. Il s'attache aux discours des individus - ainsi pris

au sérieux - dans la mesure où ils qualifient les situations et justifient leurs attitudes. Michel Lussault distingue alors trois plans : l'espace matériel qui est une ressource pour l'individu, un support actif ; l'espace qui sert à l'action, un instrument en particulier dans la vie politique locale pour rendre visible l'efficacité de la politique ; et enfin l'espace qui fixe des valeurs individuelles et sociétales. Le sens est alors spatialisé, et l'espace sémantisé. La démonstration de Lussault évite ainsi le spatialisme habituel qui pense l'espace comme toujours déjà là. Sa démarche axiologique permet au contraire de saisir l'espace présent « *en actions dans l'action* » (p. 33). Michel Lussault peut alors conclure : « de cet engagement permanent de l'espace dans l'agir, naissent et disparaissent les agencements, d'espèces et échelles variées, spécifiques d'un ensemble pratique, d'une situation, justifiés et qualifiés par les acteurs-producteurs, cette qualification et cette justification conférant aux dits agencements leurs valeurs » (p. 33).

A la lecture d'un tel texte, on est frappé de voir une fois de plus la fécondité de l'approche performative (pourtant déjà ancienne en linguistique) où l'espace est produit dans l'action. On peut toutefois être surpris de voir Michel Lussault ne faire aucune référence à la « théorie » non-représentationnelle de Nigel Thrift (1996). Ce géographe britannique balise pourtant depuis plusieurs années une approche performative de l'espace, qui prend les pratiques spatiales au sérieux, mais qui ne mène pas au même point que celui de Michel Lussault. Chez Nigel Thrift, qui s'inspire sur ce point de Gilles Deleuze, le monde est toujours en train d'être bâti et déconstruit, puisque que les réseaux d'actants se font et se défont sans cesse. Il ne faut pas alors saisir le monde dans ses langages - Michel Lussault restant quant à lui prisonnier d'un modèle linguistique élargi - mais dans son devenir qui n'a pas forcément d'énonciation explicite. Dès lors, l'idée de Michel Lussault d'élaborer une *théorie* axiologique conduit à proposer un modèle contemplatif du monde. Or il serait plus approprié d'adopter une approche performative du monde, plus modeste mais peut-être plus rigoureuse, et opter pour un engagement partiel et partial dans un monde en devenir incessant, qu'une théorie ne peut qu'illusoirement figer. En somme, Michel Lussault reste en retrait, prenant les acteurs *de haut*, en surplomb, au lieu de s'engager dans le monde, au niveau même de leurs pratiques comme nous y invitait déjà de Certeau.

Au final, l'un des plus grands mérites du livre est d'aborder avec conviction des thèmes très variés, majeurs ou émergents, de la nature à la ville, en passant par le corps et la dimension spatiale du politique. Toutefois, la variété des démarches, des objets et des méthodes peine à faire ressortir la valeur ajoutée du géographe (scientifique du social) dans un travail interdisciplinaire. Qui plus est, la prise au sérieux des langages et des faits idéologiques et culturels semble se faire aux dépens d'une prise en compte des sociétalités fort diverses de la planète. La pensée théorique du monde ne doit pas forcément être totalisante. Le titre du livre met en parallèle les logiques de l'espace et l'esprit des lieux, mais rien ne dit que le singulier de la fin de l'expression soit approprié.

Compte rendu : Olivier Milhaud

Références

- KNAFOU R. (1997) *L'état de la géographie. Autoscopie d'une science*. Paris, Belin, Collection « Mappemonde »
- LEVY J. (1999) *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*. Paris, Belin, Collection « Mappemonde »
- THRIFT N. (1996) *Spatial Formations*. Londres, Sage
- WHATMORE S. (2002) *Hybrid Geographies. Natures Cultures Spaces*. Londres, Sage

[1] Une contrainte, en mécanique, se définit comme une « grandeur mesurant une interaction » (p. 242).

[2] Ce chapitre ambitieux aurait gagné en clarté s'il avait été illustré de photographies des œuvres de Christo auxquelles il est fait référence (même si cela aurait rendu encore plus complexe la spatialité des objets représentés).

[3] Notons avec Olivier Orain que l'émergence contemporaine du constructivisme et la transformation du langage scientifique n'empêchent pas l'attachement de certains géographes au style néo-réaliste ou aux positions clairement réalistes. Toutefois, la difficulté à lire Michel Lussault ou Denis Retailé, aux styles parfois obscurs, risque en revanche de laisser planer sur l'écriture de la géographie classique un halo de nostalgie...

[4] Le texte pose clairement des notions, mais ne développe malheureusement pas assez les pistes qu'il lance : comment notre être au monde, les lieux vécus et nos divers référentiels mentaux s'articulent dans la notion de territorialité ; le rapport avec les définitions anglophones du lieu n'est pas assez creusé ; le renvoi à la notion foucaldienne d'hétérotopie repose sur une définition approximative du mot ; et l'appel final à une démarche dialectique pour résoudre les oppositions laisse le lecteur sur sa faim.

[5] On regrettera l'absence dans ce chapitre d'extraits de récits, qui permettraient d'illustrer l'analyse et de légitimer la pertinence de son étude (d'autant plus que Michel Lussault recourt justement à un récit de Saint-Simon, et Christian Grataloup à un récit de mégalithes d'Eurasie occidentale).

[6] On ne comprend pas, par exemple, si le monde s'impose comme une unité pertinente parce que le passé dominant cède la place au présent ou si, au contraire, le présent s'impose parce que le monde est matériellement circonscrit.

Copyright © Association des cafés géographiques (fondée en 1998).